



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

énergie nucléaire

Question au Gouvernement n° 56

Texte de la question

FILIÈRE NUCLÉAIRE

M. le président. La parole est à M. Jean-Pierre Decool, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-Pierre Decool. Monsieur le Premier ministre, je souhaite vous faire part de l'inquiétude de nos concitoyens quant à l'avenir de la filière nucléaire. Le marchandage politique que vous avez conclu avec les Verts (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*), sacrifiant vingt-quatre réacteurs en échange de vingt-quatre circonscriptions législatives, menace les 400 000 travailleurs de la filière. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*) Dans ma circonscription, 4 200 emplois sont intimement liés à l'avenir de la centrale de Gravelines. Permettez-moi de m'interroger sur cet accord puisque, pas plus tard que la semaine dernière, la diplomatie française a vanté le nucléaire français à l'étranger.

Par ailleurs, le rapport de la commission d'enquête du Sénat, rendu public le 18 juillet, annonce une augmentation de la facture d'électricité de l'ordre de 50 % d'ici à 2020.

Je n'ignore pas qu'une partie de cette augmentation est liée aux programmes de maintenance et de travaux de sécurité nécessaires à la sauvegarde de nos centrales.

M. Noël Mamère. Eh oui !

M. Jean-Pierre Decool. Néanmoins, le rapport précise bien que le nucléaire reste l'énergie la plus compétitive. Actuellement, EDF revend le mégawattheure 37 euros aux ménages, ce qui est nettement inférieur aux 220 euros du coût de l'éolien en mer ou aux 370 euros de celui du photovoltaïque.

À l'heure où la facture d'énergie augmente pour les ménages, vous persistez à réduire le pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires.

M. François Rochebloine. C'est vrai !

M. Jean-Pierre Decool. Comment les familles et les entreprises pourront-elles faire face à cette nouvelle augmentation que vous allez mettre en place avec la fermeture de plusieurs réacteurs ?

La raréfaction des ressources énergétiques ne fait plus débat. S'il est vrai que la France doit amorcer une transition vers un bouquet énergétique associant nucléaire et énergies renouvelables, l'essentiel est d'assurer notre indépendance énergétique. Pouvez-vous clarifier la position du Gouvernement sur l'avenir de la filière nucléaire en France ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie.

Mme Delphine Batho, *ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie*. Monsieur le député, les enjeux de la transition énergétique mériteraient que nous puissions tous nous rassembler. Le débat a lieu dans tous les pays d'Europe et il a été largement posé devant les Français par François Hollande dans la campagne présidentielle. Le Président de la République a pris des engagements devant les Français (*Exclamations sur de nombreux bancs du groupe UMP*), ils seront tenus.

Il n'a jamais été question de sortir du nucléaire, l'engagement était d'en réduire la part dans la production d'électricité de 75 % à 50 % à l'horizon 2025. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP, dont de nombreux députés se lèvent et pointent le doigt vers les députés Verts.*) Tous les emplois de la filière nucléaire seront maintenus. La gestion des déchets et le démantèlement est une filière industrielle que nous devons développer.

Un grand débat sur la transition énergétique va s'engager, qui nous permettra de mettre sur les rails une loi de

programmation pour la transition énergétique et de soutenir massivement le développement des énergies renouvelables, développement que vous avez affaibli en changeant sans cesse les règles (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste et RRDP*), déstabilisant des filières industrielles auxquelles nous croyons et dont notre économie a besoin.

Quant au pouvoir d'achat des Français, c'est pour le protéger que le Premier ministre et le Gouvernement ont pris la décision de limiter la hausse du gaz et celle de l'électricité au niveau de l'inflation. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Decool](#)

Circonscription : Nord (14^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 56

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Écologie, développement durable et énergie

Ministère attributaire : Écologie, développement durable et énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 juillet 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 juillet 2012](#)